

La paix négociée : seul moyen de mettre fin à la guerre en Ukraine

Partage international n° [405](#) - Mai 2022

par Jeffrey D. Sachs

Les Etats-Unis aident l'Ukraine à endiguer l'invasion russe en imposant de lourdes sanctions à la Russie et en fournissant des armes sophistiquées à l'armée ukrainienne. Cette stratégie à deux volets est probablement vouée à l'échec. Ce qu'il faut, c'est un accord de paix, qui pourrait être à portée de main. Mais pour parvenir à un accord, les Etats-Unis devront faire des compromis sur l'Otan, ce que Washington rejette jusqu'à présent.

Le président Poutine a lancé sa guerre en Ukraine et a déclaré que les négociations étaient dans l'impasse, sans toutefois fermer définitivement la porte. Mais auparavant, il avait présenté à l'Occident une liste d'exigences incluant notamment l'arrêt de l'élargissement de l'Otan. Les Etats-Unis s'étaient ostensiblement montrés opposés à tout engagement dans cette direction. Le moment paraît bien choisi pour reconsidérer cette politique. Mais il incomberait à V. Poutine de montrer qu'il est disposé à faire des concessions, afin que les négociations aient quelque chance de succès.

L'approche américaine fondée sur les sanctions et la fourniture d'armement peut sans doute trouver un écho favorable dans l'opinion publique américaine. Mais elle n'est guère crédible sur la scène mondiale. Elle ne bénéficie que d'un faible soutien en dehors des Etats-Unis et de l'Europe et pourrait même entraîner un effet boomerang sur le plan politique.

Quiconque connaît l'ampleur de l'effort de guerre russe et l'horreur de ses conséquences sur les populations civiles, peut croire que la Russie va se trouver reléguée au rang de paria par le reste du monde. Mais ce ne sera pas le cas : plusieurs pays en voie de développement, en particulier, ont refusé de se joindre à la campagne d'isolement menée par l'Occident, comme cela a récemment été mis en évidence lors du vote demandé par les Etats-Unis pour exclure la Russie du Conseil des Droits de l'Homme de l'Onu. Certes, 93 nations ont soutenu la motion, mais les cent autres n'ont pas suivi (24 s'y

sont opposées, 58 se sont abstenues et 18 n'ont pas voté). Plus remarquable encore, cette centaine de pays abritent 76 % de la population mondiale.

Les problèmes liés aux sanctions économiques

Certains pays ont probablement des raisons qui ne sont pas d'ordre idéologique pour s'opposer à l'initiative des Etats-Unis, en raison de liens commerciaux qu'ils entretiennent avec la Russie par exemple. Il n'en reste pas moins que la majorité des pays n'ont pas souhaité isoler Moscou, à fortiori à la mesure de ce que souhaitait Washington.

La stratégie des Etats-Unis s'appuie majoritairement sur les sanctions. Elles sont vraisemblablement insuffisantes pour vaincre la Russie, mais elles vont probablement infliger un coût élevé au monde entier. Au mieux, elles peuvent encourager la Russie à envisager un accord de paix. De ce fait, il faudrait déployer conjointement un effort intense en faveur d'un tel accord négocié.

Le première difficulté est qu'en dépit des dégâts économiques causés à la Russie, ces sanctions ont peu de chances d'infléchir significativement la politique russe. Pensons aux énormes sanctions que les Etats-Unis ont imposées au Venezuela, à l'Iran et à la Corée du Nord. Elles ont certes affaibli leurs économies, mais elles n'ont pas transformé la politique menée par ces pays comme les Etats-Unis l'espéraient.

Le deuxième problème vient de la facilité à contourner, au moins partiellement, ces sanctions. Et d'autres échappatoires émergeront certainement avec le temps. Les sanctions américaines s'appliquent plus efficacement aux transactions en dollar impliquant le système bancaire américain. Les pays qui cherchent à éviter les sanctions trouvent des alternatives afin de réaliser des transactions hors circuit bancaire, ou dans d'autres devises. On peut s'attendre à un accroissement des transactions avec la Russie en roubles, en roupies, en renminbi ou en d'autres monnaies.

Le troisième problème est que la majorité du monde ne croit pas en ces sanctions - et ne prend d'ailleurs pas parti dans la guerre russo-ukrainienne. Si l'on cumule tous les pays et toutes les régions qui

imposent des sanctions à la Russie – les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, le Japon, Singapour, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et une poignée d'autres nations – leur population agrégée ne compte que pour 14 % de la population mondiale.

Le quatrième problème concerne l'effet boomerang. Les sanctions à l'encontre de la Russie n'affectent pas seulement la Russie, mais l'ensemble de l'économie mondiale. Elles accentuent les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, génèrent de l'inflation et des pénuries alimentaires. C'est pourquoi nombreux sont les pays européens susceptibles de poursuivre leurs importations en gaz et en pétrole de Russie. De même, la Hongrie va accepter de payer la Russie en roubles. D'autres pays pourraient suivre cette voie. L'effet boomerang devrait également impacter le parti démocrate américain dans les élections de mi-mandat en novembre prochain, car l'inflation érode les revenus réels des électeurs.

Le cinquième problème tient à l'inélasticité de la demande (insensibilité aux prix) en énergie et en céréales en provenance de Russie. Les volumes exportés par la Russie diminuant, les prix mondiaux de ces marchandises augmentent. En fin de compte, malgré une réduction des quantités exportées, la Russie peut en tirer des revenus supérieurs.

Le sixième problème est de nature géopolitique. D'autres pays – en particulier la Chine – voient le conflit entre la Russie et l'Ukraine comme une guerre menée par la Russie pour lutter contre l'élargissement de l'Otan à l'Ukraine. C'est pourquoi la Chine n'a eu de cesse de répéter que les préoccupations légitimes de la Russie pour sa sécurité sont au centre de ce conflit.

Les Etats-Unis ont beau affirmer que l'Otan est une alliance purement défensive, la Russie, la Chine et d'autres nations ont un tout autre point de vue. Ces pays ont considéré d'un mauvais œil les bombardements effectués en Serbie par l'Otan en 1999, tout comme l'occupation militaire de l'Afghanistan pendant vingt ans après les événements du 11 septembre 2001, ou encore le bombardement de la Libye en 2011 par ces mêmes forces de l'Otan, aboutissant au renversement de Mouammar Kadhafi.

Les dirigeants russes s'opposent à l'élargissement de l'Otan vers l'est depuis qu'il a été amorcé au milieu des années 1990, en République tchèque, en Hongrie et en Pologne. Il est significatif que lorsque V. Poutine a demandé à l'Otan de stopper son expansion en direction de l'Ukraine, J. Biden a

ostensiblement refusé de négocier cette question avec la Russie.

En résumé, nombre de pays, dont la Chine très certainement, ne soutiendront pas des pressions internationales à l'encontre de la Russie, qui pourraient conduire à une expansion de l'Otan. Le reste du monde veut la paix, pas une victoire des Etats-Unis ou de l'Otan dans une guerre par procuration contre la Russie.

Les Etats-Unis adoreraient assister à une défaite militaire de V. Poutine. Et les armes de l'Otan ont déjà infligé un lourd tribut aux forces russes. Mais il est également vrai que la destruction de l'Ukraine est en marche. Il est peu probable que la Russie annonce une défaite et se retire. L'action militaire russe risque plutôt de s'intensifier – avec un recours possible à l'arme nucléaire. Ainsi l'Otan peut infliger des coûts très élevés à la Russie, mais elle ne peut sauver l'Ukraine.

Seul un accord de paix peut sauver l'Ukraine

Tout cela pour dire que la stratégie américaine en Ukraine peut affaiblir la Russie mais ne peut sauver l'Ukraine. Seul un accord de paix peut y parvenir. En fait, l'approche actuelle va ébranler la stabilité économique et politique du monde entier et elle pourrait diviser le monde en deux camps, celui des pro-Otan et celui des anti-Otan, ce qui nuirait aux Etats-Unis à long terme.

La diplomatie américaine punit la Russie, mais sans véritable chance de réel succès, ni pour l'Ukraine ni pour les intérêts américains. La vraie victoire serait que les troupes russes rentrent chez elles et que la sûreté et la sécurité de l'Ukraine soient assurées. Ces résultats peuvent être obtenus à la table des négociations.

L'étape clé est que les Etats-Unis, les pays membres de l'Otan et l'Ukraine affirment sans ambiguïté que l'Ukraine n'intégrera pas l'Otan si la Russie met un terme à la guerre et quitte le pays.

Les nations alignées avec V. Poutine, mais également celles qui ne choisissent aucun camp, pourraient alors dire au président russe qu'il a réussi à stopper l'expansion de l'Otan et qu'il est temps pour la Russie de quitter le champ de bataille et de réintégrer ses frontières. Bien entendu, les négociations pourraient échouer si les exigences russes demeurent inacceptables. Mais nous devrions pour le moins essayer, et même nous acharner à retrouver le chemin de la paix à travers une neutralité de l'Ukraine associée à des garanties internationales.

Rien de ce qui constitue la rhétorique inflexible de J. Biden - sur V. Poutine qui doit quitter le pouvoir, sur le génocide et les crimes de guerre - ne sauvera l'Ukraine. La meilleure chance de sauver l'Ukraine est de mener des négociations, et avec la participation du monde entier. En donnant priorité à la paix plutôt qu'à l'expansion de l'Otan, les Etats-Unis obtiendraient un soutien international bien plus vaste et contribueraient ainsi à apporter la paix à l'Ukraine et la sécurité et la stabilité au monde entier.

Russie, Ukraine **Auteur** : Jeffrey D. Sachs, professeur de développement durable et de gestion de la santé à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis).

Sources : CNN -

<https://edition.cnn.com/2022/04/20/opinions/sachs-ukraine-negotiation-op-ed/index.html>

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers